



## Éditorial

### Transitions

Les articles et le livre proposés que nous publions ici et les leçons du passage de la dictature à la démocratie en Afrique du Sud, au Cambodge, au Chili, en Espagne, au Libéria et en Sierra Léone, m'incitent à proposer aux lecteurs trois sujets de réflexion.

La chute d'une dictature libère la parole du peuple et ses attentes. La parole est diverse, heureusement ; les attentes sont nombreuses qu'il n'est pas possible de satisfaire toutes, malheureusement. L'impatience grandit que les extrêmes cherchent à exploiter. Forger un consensus sur les priorités entre tous les partis politiques en y associant des personnalités honnêtes de l'ancien régime et prendre vite quelques décisions qui montrent que les choses changent effectivement dans la direction voulue par le peuple sont deux nécessités qui demandent beaucoup de courage et d'habileté.

Reforger l'unité nationale est une question d'équilibre entre vérité, justice, pardon et réconciliation. Vérité sur les exactions passées et leurs auteurs, justice pour les victimes et condamnation des coupables en respectant les droits de la défense sont des composantes nécessaires du pardon et de la réconciliation.

Toute révolution amène des destructions et crée des incertitudes qui dans l'économie mondialisée d'aujourd'hui sont particulièrement dommageables. Au-delà des applaudissements et des conseils, une aide internationale suffisante doit répondre aux demandes du nouveau gouvernement.

**Yves Berthelot**  
yves.berthelot@lebret-irfed.org

*P.-S. : 300 000 Libyens chassés par les combats sont accueillis en Tunisie, pour moitié dans des familles pauvres du sud. Quelques 20 000 jeunes tunisiens se voient rejetés par l'Union européenne. La Tunisie compte 10,5 millions d'habitants, l'Union, 500. Un peu de décence et de vision stratégique !*

## Tunisie : la révolution ne fait que commencer

par Ahmed Mainsi\*

**La mobilisation populaire en Tunisie a réussi l'impensable : renverser un régime qui verrouillait tout espace de liberté depuis des décennies. L'auteur revient sur le déroulement de la révolte et décrypte la situation post-révolution : comment réorganiser le pays ? Comment s'assurer que les revendications seront respectées ?**

La Tunisie vit depuis le 17 décembre 2010 une révolte populaire. Les protestations sont parties de la ville de Sidi-Bouzid, dans le centre du pays, pour s'étendre à toutes les régions du pays. Des centaines de martyrs sont tombées dans différentes régions, en particulier à Thala, Kasserine, Regueb, Sidi-Bouzid et Menzel Bouzeyane<sup>1</sup> mais aussi à Tunis, la capitale, puis dans pratiquement toutes les autres villes.

Le maillon le plus faible de la chaîne des dictatures arabes est balayé le 14 janvier 2011 puis l'onde de choc a atteint Le Caire le 25 janvier et elle a provoqué la chute de Moubarak le 11 février. Le Tsunami révolutionnaire déferlera par la suite, quoiqu'à des degrés différents, dans les autres pays arabes, l'Algérie, le Maroc, la Libye, le Bahreïn, Oman, la Jordanie, la Syrie et même l'Arabie saoudite... Partout, les manifestations ont initié une dynamique révolutionnaire qui s'est progressivement structurée autour de deux grands axes : un axe économique et social (injustice sociale, chômage, disparité entre les régions, corruption) et un axe politique (renverser la dictature et instaurer la démocratie).

### De certains faits

Le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi, un jeune bachelier réduit pour survivre à vendre des fruits et des légumes dans la rue, s'immole par le feu devant un bâtiment administratif à Sidi-Bouzid pour protester contre la confiscation de sa marchandise. Il est hospitalisé dans un état critique. Des petits commerçants et des jeunes chômeurs manifestent aussitôt qu'ils apprennent la nouvelle. Le 19 décembre, le mouvement prend de l'ampleur et la police fait usage de gaz lacrymogène contre les manifestants et en arrête plusieurs dizaines.

Le 24 décembre, les protestations s'étendent à Menzel Bouzeyane (pas très loin de Sidi-Bouzid). La police tire sur la foule, un manifestant de 18 ans est tué. Le 27 décembre, le mouvement gagne Tunis, la capitale. Un millier de jeunes diplômés au chômage osent défier le pouvoir et sont dispersés à coups de matraques.

Le 6 janvier, les manifestations s'intensifient (en nombre et en détermination à aller jusqu'au bout du mouvement protestataire). Plusieurs milliers d'avocats se

\* Ahmed Mainsi, conseiller général d'information et d'orientation, militant syndicaliste et politique. Contact : ahmedmainsi@yahoo.fr

## La révolte du peuple des mines

La rapidité avec laquelle la « Révolution du jasmin » a ébranlé la dictature tunisienne a contribué à occulter certains événements qui l'ont précédée et qui pouvaient avoir force de prédiction. Il me paraît juste de rappeler ces derniers et de redonner place à ceux et celles qui ont contribué à « commencer l'Histoire » de ce mouvement révolutionnaire.

En effet, le 5 janvier 2008, une révolte éclatait à Redeyef (30 000 habitants), dans le bassin minier de Gafsa à 400 km au sud de Tunis. A l'origine, un mouvement de contestation des résultats truqués d'un concours organisé par la toute puissante Compagnie des Phosphates de Gafsa, la CPG. Celle-ci exploite depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle d'importantes mines de phosphates et régit la vie économique et sociale de cette région semi-désertique, abandonnée par le pouvoir politique.

De jeunes diplômés au chômage, des femmes, veuves de mineurs victimes de la mine de Moulares, ont été les premiers à organiser des actions de revendication sous forme de manifestations pacifiques, grève de la faim, sit-in sous tente à l'entrée de la Compagnie. Ces actions revendicatives - au départ apolitiques et dont les maîtres mots étaient « Dignité, détermination » - se sont étendues rapidement dans plusieurs villes minières. Puis en quelques semaines,

la protestation a gagné l'ensemble de la population ; des syndicalistes de l'UGTT (l'Union générale des travailleurs tunisiens) locale ont pris la tête du mouvement. La ville de Redeyef est devenue l'épicentre de la contestation.

En avril, une manifestation gigantesque y rassemblait plus de 20 000 hommes et femmes de tous âges et de toutes conditions. Le pouvoir central, qui jusque là s'était contenté de promesses lointaines et de quelques remaniements, a soudain haussé le ton. Un bras de fer s'est engagé entre la population exemplairement soudée autour des leaders syndicaux et les forces gouvernementales. Il a duré plusieurs mois.

La répression a été impitoyable : siège de la ville par l'armée durant plusieurs semaines, arrestations de centaines d'hommes accompagnées de tortures, saccage des commerces par la police, enlèvement de jeunes réfugiés dans la montagne, trois morts au cours des affrontements entre manifestants et forces policières.

Mais la population a tenu bon. Les femmes ont joué un rôle majeur comme organisatrices de rassemblements et porte-parole des hommes emprisonnés.

En décembre 2008, après des simulacres de procès au tribunal de Gafsa, de lourdes peines de prison sont prononcées contre les leaders,

malgré les protestations des organisations internationales de défense des droits humains et des observateurs, juristes et avocats. En novembre 2009, la plupart des prisonniers ont été libérés après des mois de souffrance et d'humiliations de toutes sortes.

Peu de médias ont relayé ce qui se passait alors en Tunisie, peu de partis politiques, hormis les Verts, s'y sont intéressés, peu d'intellectuels tunisiens ont fait preuve de solidarité. Pourtant, grâce aux téléphones portables et à Internet, l'information a franchi les frontières tunisiennes et s'est jouée de la censure...

Et, à Nantes en particulier, où résident de nombreux Redeyefiens, de jeunes Tunisiens de la diaspora, avec ou sans papiers, soutenus par des militants de défense des droits de l'homme et des syndicats, ont courageusement alerté l'opinion publique, malgré les menaces de répression dont certains ont été victimes par la suite...

Ce n'était pas encore le printemps arabe, le jasmin n'était pas encore en fleur, mais la révolte du peuple de la mine a entrouvert la voie vers la liberté. Ne l'oublions pas !

**Jeanine Garnier**

*Fondatrice de l'Association AMINAT  
(Amitié Nantes Gafsa)  
jeagar@wanadoo.fr*

mettent en grève pour dénoncer la répression policière. Plusieurs cybernautes et jeunes rappers sont arrêtés. Ce ne sont plus les marginaux et les chômeurs uniquement qui descendent dans la rue pour exprimer leur malaise par rapport à la situation économique et sociale, les revendications politiques sont désormais à l'ordre du jour du mouvement. Le 8 janvier, la police assassine des dizaines de personnes dans les villes de Thala, Kasserine et Regueb. Le 10 janvier, les étudiants manifestent à Tunis et le 11, l'émeute gagne les banlieues pauvres de la capitale. Pour sa part, et après des hésitations, la centrale syndicale (l'Union générale des travailleurs tunisiens - UGTT), s'engage, sous la pression des militants syndicalistes de base, dans des grèves régionales générales intermittentes<sup>2</sup>. Les conditions objectives pour enclencher une situation révolutionnaire semblent réunies. Aux menaces arrogantes (1<sup>er</sup> discours) et

aux concessions du dictateur (2<sup>ème</sup> et 3<sup>ème</sup> discours), des manifestations monstres dans tout le pays opposent le 14 janvier un seul mot d'ordre, « Dégage ! ». Le soir même, le dictateur prend la fuite. Une ère nouvelle s'ouvre pour la Tunisie.

### **La révolution tunisienne n'est pas l'œuvre d'une génération spontanée**

D'aucuns prétendent que l'on est face à un mouvement spontané, enclenché, développé et réalisé par des jeunes, pratiquement en un mois (du 17 décembre 2010 au 14 janvier 2011 !) grâce essentiellement à des réseaux sociaux tels que Facebook et Twitter.

Il est sûr qu'avec les nouveaux moyens de communication électroniques, Internet, WikiLeaks, Facebook, Twitter, on est en présence d'une troisième révolution industrielle, caractérisée par une nouvelle source

d'énergie, l'information, et un nouveau mode de communication et d'échange. Et, de même que les premières révolutions industrielles - d'abord celle du charbon, de la machine à vapeur et du chemin de fer, puis celle du pétrole et du moteur à explosion - ont contribué à l'avènement de profonds changements dans le monde, cette troisième révolution industrielle ne peut qu'interagir avec d'autres facteurs pour générer un tel changement. Mais, de là à prétendre que les blogueurs et autres internautes ont réalisé la révolution en Tunisie, c'est se moquer de l'histoire et des peuples qui la font. Cette vision simpliste des choses, qui n'a rien de spontané ni d'innocent, permet à ses détenteurs de discréditer les luttes et les sacrifices, des années durant, des forces révolutionnaires, progressistes, démocratiques, syndicales ainsi que les mouvements des jeunes. Berce les peuples par l'illusion d'un changement, presque à l'amiable, d'un renversement de la dictature par « une

révolution du jasmin » (dont la couleur n'est pas rouge sang, celle des plus de 300 morts), devrait permettre à certains centres d'intérêts de se débarrasser d'un allié devenu encombrant tout en gardant le contrôle du processus révolutionnaire enclenché.

Certes, les manifestations qui se sont propagées dans tout le pays, notamment au cours du mois de janvier, n'avaient pas une direction politique ni un programme communs (aucun parti ne peut prétendre avoir dirigé le mouvement). Mais, les slogans et les mots d'ordre scandés par les manifestants témoignaient d'une conscience politique évidente ; et pour cause, ils les puisaient dans ce référentiel révolutionnaire construit par les luttes du peuple contre la dictature, l'injustice et la corruption. D'autre part, des militants des différentes expressions de l'opposition étaient aux premiers rangs des manifestants (dont une grande partie, surtout dans les régions de l'intérieur, était constituée de militants syndicalistes et politiques de gauche, toutes tendances confondues). « Pain (ou emploi), liberté, dignité nationale », ce slogan, à lui seul, capitalise tout un programme économique, politique et social qui n'a rien de spontané.

Outre ces facteurs qui ont contribué directement à l'émergence du processus révolutionnaire, la situation économique et sociale ainsi que les luttes qui ont précédé l'explosion lui ont préparé le terrain. En effet, le modèle de développement économique, fondé entre autres sur des secteurs nécessitant peu de main-d'œuvre qualifiée (comme le tourisme *low cost*, les activités de sous-traitance dans le textile ou les centres d'appels téléphoniques, etc.), et fragilisé par une forte dépendance à l'égard du capital étranger, subissait les effets néfastes de la mondialisation. Et même si une croissance économique toute relative a été parfois enregistrée, elle profitait au régime, tenu par une mafia familiale dictatoriale et corrompue. Le coût social de la crise économique, aggravé par le fléau de cette corruption, avait son lot de victimes en termes de couches populaires, (les 10 % les plus riches de la population perçoivent le tiers des revenus, les 30 % les plus pauvres doivent se contenter de moins de 10 % du PIB), de régions, avec un écart de plus en plus marqué entre les zones côtières

## Libre-propos

## Ils ont osé !

Si l'on m'avait dit lors de mes derniers séjours en Tunisie, au printemps et en automne 2010, que le régime dictatorial du clan Ben Ali - Trabelsi tirait à sa fin, j'aurais sans doute émis quelques remarques très dubitatives. J'avais même l'impression que l'oppression se faisait encore plus lourde, que les signes d'espoir étaient de plus en plus ténus. L'absence totale de liberté d'expression, l'omniprésence des délateurs, les menaces policières, les pressions de toutes sortes entretenaient un climat de tension palpable et des comportements de nature schizophrénique.

Pourtant, au printemps 2009, après la lutte exemplaire des révoltés du bassin minier, tous les amis rencontrés dans la région de Gafsa me faisaient part à la fois de leur sentiment d'impuissance et de leur exaspération face à la situation politique. Admiratifs de la détermination de la population de Redeyef, ils avouaient, dans l'espace privé bien sûr, une forme de culpabilité quant à leur silence et à leur peur de manifester leur solidarité.

Pourtant, ces derniers mois, de jeunes Tunisiens internautes vivant en France attiraient mon attention sur quelques sites tunisiens et leurs blogueurs se jouant de la censure. J'ai appris ainsi que d'autres mouvements de protestation avaient rassemblé des centaines de personnes à Ben Gardane ou à Sfax. Dans un silence médiatique assourdissant. Dans une parfaite ignorance de la majorité de la population tunisienne.

Combien de fois, face à la désespérance de certains amis, je leur rappelais que, selon le cours de l'Histoire, toute dictature est vouée à disparaître. J'osais évoquer l'Europe du Sud et l'Amérique latine. « Mais combien de temps faudra-t-il attendre ? », me rétorquaient-ils. Et comme eux, je doutais.

En décembre 2010, il a suffi d'une étincelle, au propre et au figuré, et le sacrifice d'un jeune vendeur de fruits pour que des milliers de jeunes Tunisiens et Tunisiennes activent leurs réseaux sociaux, osent soulever la chape de plomb qui pesait depuis des décennies sur leur pays et s'affranchissent de la peur qui paralysait les générations précédentes.

Ils furent très rapidement soutenus et rejoints par toutes les composantes de la société tunisienne dans tout le pays : classes moyennes et populaires, hommes et femmes, tous âges confondus. Au nom de la dignité et de la justice, des manifestants pacifiques, par centaines de milliers, ont ouvert une voie que nombre de géopoliticiens jugeaient improbable. Ils ont refusé de se laisser exploiter par leurs tyrans.

L'Égypte, le Yémen, le Bahreïn, la Jordanie, la Syrie, la Libye leur ont emboîté le pas, avec des conséquences malheureusement inégales. Ce printemps arabe, qui ne fait que commencer, secoue nos certitudes. Il interpelle tous les citoyens agissant pour une société plus juste et libre à un devoir de solidarité avec tous ceux et celles qui veulent établir davantage de démocratie dans cette partie du monde. Sans le prix du sang. Nous savons que ce sera très long, très difficile.

La fierté des Tunisiens est légitime, ils ont osé ouvrir les vannes.

Je voudrais espérer que nos responsables politiques du Nord de la Méditerranée cherchent davantage à les soutenir économiquement qu'à renforcer à n'importe quel prix les remparts de la forteresse Europe.

**Jeannine Garnier**

*Fondatrice de l'Association AMINAT*  
jeagar@wanadoo.fr

## L'Association AMINAT (Amitié Nantes Gafsa)

Depuis 1992, le projet de l'association est de promouvoir des échanges entre Français et Tunisiens de la société civile, dans un double souci d'égalité et de réciprocité, en dehors d'une logique classique d'aide humanitaire. En partenariat avec un réseau de Tunisiens de la ville de Gafsa, l'association a d'abord organisé divers échanges bilatéraux (scolaires ; enseignants) puis a permis à plusieurs centaines de personnes, originaires pour la plupart de la région de Nantes, de séjourner dans la ville, guidés par les amis tunisiens.

Il s'agit de découvrir « autrement » un pays et ses habitants, hors des structures souvent déformantes du tourisme de masse, en utilisant et en partageant les lieux de vie de la population locale, et en choisissant de regarder le pays avec le concours des habitants qui accueillent et guident. A plusieurs reprises, des groupes de Gafsiens ont été accueillis à Nantes. Chaque séjour est l'occasion de prendre un temps de réflexion commune que nous définissons ensemble.

et l'intérieur du pays. Ces exclus, notamment des jeunes et des régions, fourniront l'essentiel du potentiel révolutionnaire. Paupérisation, dictature et corruption étaient à la base de la révolution.

Rappelons aussi, que déjà en 2008, il y a eu la révolte du bassin minier de Gafsa qui a exprimé un ras-le-bol contre le chômage, la pauvreté, la corruption et aussi contre la répression, suivie de celle de Ben Gardane, dans le Sud... Les masses en révolte envoyaient déjà un signal clair et fort d'un processus de prise de conscience politique et préparaient la plaine à l'étincelle qui allait jaillir de Sidi-Bouزيد. Il était évident que ceux d'en haut ne pouvaient plus continuer à gouverner et ceux d'en bas ne voulaient plus de ce régime. L'accentuation des contradictions économiques, sociales et politiques internes créait dans le pays des conditions révolutionnaires. Les révolutions sociales sont déterminées par les lois objectives et non sur commande ; la Tunisie n'a pas échappé à cette leçon de l'Histoire.

Tout, donc, - crise économique, sociale et politique - augurait d'une situation révolutionnaire, que les services secrets occidentaux ne pouvaient ni ignorer ni empêcher, et dont ils ne pouvaient non plus prévoir ni l'ampleur ni la chronologie. Ils étaient déjà là pour accélérer le départ du dictateur afin de pouvoir gérer la crise et organiser la contre-révolution.

Nous pouvons affirmer, sans risque de nous tromper, qu'autant le processus révolutionnaire en Tunisie, comme dans les autres pays arabes, n'était pas l'œuvre d'une quelconque génération spontanée, autant les similitudes des recettes observées (snipers, fuites de prisonniers, milices antiémeutes...) dans ces mêmes pays ne sont, non plus, l'expression d'un quelconque hasard. Reconnaître le rôle des chancelleries occidentales et de leurs services de renseignement, notamment américains, ne doit en aucun cas nous faire basculer dans la tristement célèbre théorie du complot, vision nihiliste envers les luttes des peuples et de leurs capacités d'imposer des changements. Mais leurs calculs mesquins ne doivent pas nous échapper si on veut mener jusqu'au bout notre révolution. La facilité avec laquelle les Américains ont lâché le régime de Ben Ali, devenu source d'instabilité, conjuguée à une neutralité assurée des chefs de l'armée, illustre un changement de la

diplomatie américaine. Désormais, elle peut, sans grand risque, jouer la carte du changement démocratique d'autant plus que ses contacts sur place ont fini par la convaincre qu'il existe des élites capables de négocier ce tournant au mieux de leurs intérêts communs.

### **Révolution et contre-révolution : le bras de fer**

Depuis la fuite de Ben Ali, un bras de fer s'est engagé entre les forces contre-révolutionnaires, aussi bien tunisiennes qu'étrangères, et le peuple tunisien. Pour les premières, la « Révolution du jasmin » est achevée, la mission de la plèbe est accomplie, plus besoin donc de manifester et que chacun rentre chez soi et laisse faire l'appareil d'État, légué par le dictateur et dirigé par son parti, le tristement célèbre RCD (Rassemblement constitutionnel démocratique). La contre-révolution crie à l'anarchie ; plus le peuple résiste plus elle abat progressivement ses cartes, une à une : outre la répression policière désormais traditionnelle, on ouvre les portes des prisons et on laisse échapper les criminels de tout acabit pour organiser des braquages et commettre des actes de pillage et de vandalisme, on arme et on paie des milices pour attaquer les cités, les entreprises et même les écoles ; on terrorise les habitants...

Et pourtant, le processus révolutionnaire ne cesse d'évoluer et de se structurer : manifestations, sit-in, grèves s'organisent ; comités de quartiers, conseil national et conseils régionaux de protection de la révolution ainsi que des fronts politiques se forment ...

La roue de l'Histoire avance lentement mais sûrement : la presse se libère, les partis d'opposition sont reconnus, le premier gouvernement tombe, puis le second ; les gouverneurs nommés, parmi la vieille garde de la dictature, à la tête des régions ainsi que les délégués à la tête des localités sont chassés ; le RCD et la police politique sont dissous. La revendication d'une assemblée nationale constituante a été acceptée et fait son chemin grâce à l'élaboration d'un code électoral garantissant la représentativité du peuple et la parité pour les femmes... Ce sont là des acquis évidents pour la révolution. Toutefois, on est en mesure d'affirmer que, jusque là, le dictateur a été renversé, mais que la dictature, certes battue en brèche, garde encore l'essentiel de ses moyens et peut

revenir, à tout moment sous un décor pseudo-démocratique. Le bras de fer continue : pour la révolution, la ligne de non-retour n'a pas encore été atteinte alors que pour la contre-révolution, il s'agit de la ligne rouge à ne pas franchir.

Ce bras de fer s'est poursuivi au niveau des formes d'organisation du processus de transition démocratique. Alors que la population et les forces démocratiques avaient opté pour les comités de quartier, les conseils régionaux ainsi que le Conseil national pour la protection de la révolution, le gouvernement a créé une Commission nationale supérieure sur la réforme politique, constituée « d'experts » et l'a chargée de proposer d'en haut les réformes nécessaires. Cette première tentative fut avortée et, sous la pression, elle se transforma en Instance supérieure pour la réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique. Une façon d'usurper et le nom et le rôle du Conseil national pour la protection de la révolution.

De quatorze, le nombre de participants est passé à plus de soixante-dix membres. Des représentants de partis politiques, de la centrale syndicale, d'associations de la société civile ainsi que des « personnalités nationales » ont rejoint cette structure. Cependant, dans la sélection de ces derniers, le souci des décideurs était évident : isoler les forces populaires et progressistes et les noyer dans une majorité gérable pour les tenants du projet. Un front de résistance se constitua et imposa l'élargissement de la composition de la commission à plus de 155 membres dont des représentants des conseils régionaux de protection de la révolution et des familles de martyrs.

Le contenu des travaux évolua pour sa part. D'un régime présidentiel préconisé par la première commission d'experts, les participants à l'Instance élargie ont opté pour une Assemblée nationale constituante. Deux produits ont fini par focaliser les débats : le projet du décret-loi relatif à l'élection de la future Assemblée nationale constituante tunisienne prévue pour le 24 juillet 2011, y compris la composition d'une structure indépendante pour la supervision et l'organisation des élections ; un projet de « Pacte républicain », ou « Déclaration tunisienne des fondements de la citoyenneté »,

**Le processus révolutionnaire ne cesse d'évoluer et de se structurer**

## Peut-on parler « du » printemps arabe ?

Le Secours catholique a organisé à Paris, le 25 mai dernier, une conférence sur le thème « Le printemps arabe, où en sommes-nous ? »

Lors de ce débat, l'intervenant, François Zabbal, de l'Institut du Monde arabe, a évoqué les divers aspects que ce mouvement met en lumière : l'idéologie panarabiste mise à mal par des décennies d'autoritarisme ; l'islamisme qui ne propose pas non plus de projets de société convaincants à la jeunesse révoltée ; la position des communautés chrétiennes par rapport au pouvoir en place (parfois ambiguë, notamment en Syrie) et leur peur de l'islamisation des États arabes ; les régimes en place, déstabilisés par cette nouvelle forme de contestation, ni groupe islamiste armé, ni putsch militaire ; les nouvelles formes de répression de la contestation inspirées du « savoir-faire » iranien ; etc.

Une constatation émerge : bien que l'on parle « du » printemps arabe, il faut garder présent à l'esprit que les situations des pays sont diverses quant aux conséquences des manifestations. Ainsi la révolte égyptienne n'est pas à proprement parler une révolution puisque la Constitution n'est pas abolie et que le Parti au pouvoir n'est pas interdit, situation très différente de celle de la Tunisie, qui va bientôt élire une Assemblée constituante.

Les situations varient aussi quant à l'armée. Sa légitimité et sa place institutionnelle sont différentes selon les pays. Historiquement, Bourguiba, en Tunisie, n'a pas donné à l'armée la place que lui ont donnée Nasser en Égypte, Khadafi en Lybie, ou Bouteflika en Algérie. Dans ces derniers pays, son imbrication dans l'État et dans l'économie en fait une « armée de business » qui joue un rôle social, politique et économique majeur.

qui garantirait les acquis accomplis par le pays. Parmi les dispositions les plus importantes de ce projet du décret-loi qui ont été adoptées :

- l'exclusion de la candidature de ceux qui ont été responsables dans le parti du RCD de Ben Ali durant les 23 dernières années ;
- l'adoption du mode de scrutin de liste à la représentation proportionnelle avec les plus grands restes<sup>4</sup> ;
- l'adoption de la condition de la parité entre femmes et hommes, avec un classement des candidats dans les listes, sur la base du principe de l'alternance...

### Quelles perspectives de changement pour la Tunisie et le monde arabe ?

Rappelons d'abord que la base économique et sociale de la dictature n'a pas été touchée, pas plus que certains fondements de son appareil d'État (structures administratives, hauts responsables, arsenal juridique...) Aussi sommes-nous en droit de nous demander si le processus révolutionnaire débouchera sur un approfondissement de la révolution ou bien s'il sera un épisode plus ou moins long entre deux régimes autoritaires, entre deux périodes réactionnaires.

Jusque là, le peuple, avec ses jeunes, ses forces politiques et syndicales, ses militants des droits de l'homme et de la société civile..., a réussi à déjouer les stratégies de la contre-révolution. Mais cette dernière n'a pas jeté l'éponge et elle continue et continuera à faire face au programme de la révolution démocratique, à l'ordre du jour aujourd'hui, à savoir les libertés démocratiques élémentaires, la liberté de manifestation et d'organisation, le pluralisme politique, la convocation d'une assemblée constituante souveraine et l'organisation d'élections libres ainsi que plus de justice sociale et de parité. Selon leur rapport avec ce programme de la révolution démocratique, trois grandes mouvances semblent se profiler à l'horizon des élections de l'assemblée nationale constituante prévue pour le mois de juillet 2011 :

- les forces économiques, politiques et sociales dont les intérêts étaient liés à l'ancien régime de Ben Ali, de son appareil d'État et de son parti, le RCD. Ces forces pourraient soit continuer à s'opposer directement au changement

par des actes de violence contre-révolutionnaires, soit se faufiler dans les rangs de nouveaux partis mais sous d'autres appellations ;

- la mouvance intégriste, forte de sa contribution aux luttes contre l'ancien régime et du soutien des forces économiques, politiques et sociales réactionnaires internes mais aussi de celles des pays du Golfe arabe et même de certains groupes d'intérêts occidentaux ;

- un large front citoyen et progressiste ralliant toutes les forces favorables à une véritable transition débouchant sur la construction d'une république démocratique.

L'hypothèse d'une alliance entre les deux premières mouvances sous le couvert d'un front des RCDistes « propres » et des islamistes « modérés » n'est pas à écarter. Elle est d'autant plus probable qu'elle est appuyée par les américains et les français. Cette solution risquerait non seulement de sauvegarder la base économique et sociale de la dictature, mais elle ouvrirait la voie à l'émergence d'une dictature obscurantiste sur le plan politique et culturel.

Quant à la dernière perspective, elle reste la seule véritable issue de transition démocratique en Tunisie. Des débats sont engagés d'en haut entre ces différentes forces couvrant des militants de partis politique de gauche mais aussi des libéraux, des syndicalistes, des associations... et d'en bas avec la participation de conseils régionaux de protection de la révolution. Le pays n'ayant presque pas de ressources convoitables par les groupes d'intérêts étrangers, ne représentant pas un enjeu géopolitique de première importance pour ces mêmes groupes, un rapport des forces internes en faveur de la révolution pourrait permettre la réalisation des objectifs de ce front. Il en va autrement pour les autres pays arabes où les enjeux économiques (comme en Libye) ou géopolitiques (comme en Égypte) priment sur les enjeux sociopolitiques internes.

**Jusque là, le peuple a réussi à déjouer les stratégies de la contre-révolution**

**Ahmed Mainsi**

<sup>1</sup> Villes du centre, sud et ouest de la Tunisie, victimes de la politique économique discriminatoire du régime.

<sup>2</sup> L'hypothèse d'une intervention étrangère auprès de la bureaucratie syndicale pour rejoindre le mouvement n'est pas non plus à écarter.

<sup>3</sup> Voir à ce propos les révélations de WikiLeaks.

<sup>4</sup> Dans ce type de scrutin, chaque parti présente une liste de candidats.

On divise le nombre de votes par le nombre de sièges (quotient électoral). Puis, on effectue la division entière du nombre de voix obtenu par chaque liste par ce quotient. Les sièges non attribués se distribuent entre les candidats dans l'ordre de leur plus fort reste. Le scrutin proportionnel aux plus grands restes permet aux minorités d'être représentées mais engendre un éclatement des formations politiques.

# Des révoltes arabes en cascade

par Boutros Labaki\*

**Si la Tunisie a été la première à se soulever et à « réussir » sa révolution, d'autres pays arabes ont suivi. Ces mouvements, inattendus, s'expliquent cependant par une série de facteurs politiques, économiques et sociaux. Boutros Labaki retrace ici l'évolution de la région ces dernières décennies. Il montre comment les conditions ont été réunies pour que les sociétés civiles se soulèvent et dresse le bilan des acquis mais surtout des défis qui restent à relever.**

L'auto-immolation par le feu de Bou Azizi en Tunisie a certainement choqué les gens. Mais peu de monde s'attendait à cette onde de choc qui secoue le monde arabe depuis décembre 2010. Il faut aussi dire que les « observateurs avertis » n'ont pas été, au début, totalement surpris par cette révolte de la Tunisie profonde. Mais l'ampleur qu'elle a prise n'était pas prévue par la majorité des observateurs. La surprise a été plus grande devant l'extension du mouvement : l'onde de choc se répand en Égypte, en Jordanie, en Algérie, au Maroc, au Yémen, en Libye, en Mauritanie, au Bahreïn, en Arabie saoudite, en Syrie puis en Irak, avec une ampleur et des résultats pour le moment différents de pays à pays.

Ces révoltes ont pour le moins étonné le monde et constitué une leçon pour le monde occidental, surtout par leur aspect pacifique (Libye et Syrie exceptées), leurs revendications de démocratie et de justice sociale. Cet étonnement vient essentiellement de la conviction, communiquée par les dirigeants des régimes autoritaires arabes (entre autres) aux dirigeants et aux médias occidentaux, que le choix était entre leurs régimes et des régimes salafistes. L'option d'un régime démocratique et socialement plus juste était éliminée. Certains étaient convaincus que « la démocratie n'était pas faite pour les Arabes ».

L'observation de trois séries de phénomènes aurait pu tout de même éclairer certaines lanternes.

## **Les changements sociaux, économiques, culturels et éducatifs de fond**

Au cours des cinq dernières décennies, l'évolution du monde arabe a été marquée par des progrès éducatifs (surtout au niveau universitaire, en dépit de l'avance du taux d'analphabétisme),

une croissance économique médiocre, un niveau de vie en stagnation et en régression dans plus d'un pays, la persistance et l'accroissement de la pauvreté rurale et urbaine, un chômage persistant et souvent croissant, concernant surtout les diplômés universitaires en Tunisie, au Maroc, en Algérie, en Égypte, en Palestine, en Jordanie, en Syrie, au Liban, en Arabie saoudite... Les rapports du PNUD<sup>1</sup> sur le développement humain dans le monde arabe illustrent bien ces faits.

Puis l'extension de la télévision satellitaire a montré aux populations qu'un autre genre de vie est possible. De plus les mouvements de « libéralisation économique » promus suite à l'adoption du consensus de Washington<sup>2</sup> et aux injonctions du FMI<sup>3</sup>, n'ont fait qu'accroître les inégalités sociales dans les sociétés, enrichissant une poignée, appauvrissant les plus pauvres et laminant les couches moyennes. L'émigration vers l'Europe (pour le Maghreb) et les pays du Golfe (pour les pays du Machrek) constituait un exutoire partiel aux tensions sociales dans ces sociétés. Cela jusqu'à la crise économique mondiale, précédée des mesures de fermeture des frontières aux Maghrébins en Europe, et aux Arabes du Machrek dans les pays du Golfe, du fait de la concurrence de la main d'œuvre asiatique.

## **La rigidité, l'autoritarisme et la corruption des systèmes politiques arabes**

Ces régimes sont soit des monarchies absolues, soit des monarchies semi-constitutionnelles, soit des républiques autoritaires avec des tendances « héréditaristes », soit l'exception de la démocratie consociative parlementaire libanaise. Ces régimes autoritaires, figés, qui étouffent ou limitent les libertés publiques, éliminent ou restreignent le pluralisme politique et

médiatique, se perpétuent depuis des décennies dans des sociétés où les médias audiovisuels, surtout la télévision, montrent continuellement des « sociétés libres ». Dans ces régimes, des réformes démocratiques étaient souvent promises, rarement réalisées sur le papier, jamais dans les faits. Les élections, quand elles avaient lieu étaient faussées par les pressions du pouvoir et de l'argent.

La société civile moderne, organisée, était souvent étouffée ou soumise au pouvoir autoritaire. Dans un très petit nombre de pays, on trouvait des ONG indépendantes du pouvoir et pouvant tenir des échanges publics libres entre citoyens. Les moyens de communication électroniques, Internet, Facebook, Twitter, WikiLeaks, SMS, ont permis une diffusion de l'information court-circuitant les censures officielles et permettant une mobilisation d'élites instruites et motivées.

## **Les mouvements de protestation sociale ne sont pas nouveaux**

Dans beaucoup de pays, des mouvements de protestation sociale revendicative et plus ou moins violente se déroulent depuis des décennies. En Égypte depuis la fin des années 1960 et dans les années 70, 80, 90, 2000, les mouvements ouvriers alternaient avec les mouvements étudiants et les émeutes de la faim. La Jordanie connaît des mouvements similaires depuis les années 1990. De même pour la Tunisie, avec, entre autres, la révolte de l'année 2008. L'Algérie, le Maroc, ont connu ces révoltes de la faim et pour les libertés. Le Yémen a connu aussi des émeutes de la faim et des revendications démocratiques au Sud et Nord. Le Bahreïn a connu des mouvements syndicaux et des expériences parlementaires étouffées dans les années 70. L'Arabie saoudite a connu l'insurrection de La Mecque à la fin des années 70 et des mouvements égalitaristes contre

\* Boutros Labaki est professeur d'économie du développement à l'Université Saint Joseph de Beyrouth et secrétaire général de l'Institut libanais de développement économique et social (ILDES). De 1991 à 2000, il a été premier vice-président du Conseil du développement et de la reconstruction du Liban. Au Centre Lebret-Irfed, il assume le poste de vice-président pour le Moyen-Orient et le monde arabe. Contact : boutros.labaki@gmail.com

## Quelques repères chronologiques : soulèvements dans le monde arabe en 2010 et 2011

- **17 décembre** : début des manifestations massives et répétées en Tunisie.
- **28 décembre** : premières protestations algériennes.
- **14 janvier** : fuite du président Ben Ali vers l'Arabie saoudite. Des manifestations commencent en Jordanie, dirigée depuis 1999 par le roi Abdallah II.
- **17 janvier** : immolation d'un homme d'affaire en Mauritanie, dirigée depuis 2009 par Mohamed Ould Abdel Aziz. Premières protestations en Oman, dirigé depuis 1970 par le sultan Qabus ibn Saïd.
- **18 janvier** : au Yémen, le dictateur Ali Abdallah Saleh en place depuis 1978 subit une contestation lancée par les étudiants.
- **21 janvier** : un mouvement naît en Arabie saoudite, dirigée depuis 2005 par le roi Abdallah I<sup>er</sup>.
- **25 janvier** : une manifestation importante réussit à occuper la place Tahrir au Caire en Égypte, dirigée depuis trente ans par Hosni Moubarak.
- **30 janvier** : premières protestations marocaines, alors que le roi Mohammed VI n'a pas concrétisé les espoirs placés en lui au début de son règne.

- **A partir de février**, en Algérie, des sit-in et surtout des grèves permettent d'obtenir quelques avancées politiques et sociales.
- **10 février** : début des manifestations en Irak.
- **11 février** : départ d'Hosni Moubarak.
- **14 février** : protestations au Bahreïn ; Hamad bin Isa Al Khalifa, roi depuis 2002, prend quelques mesures dilatoires.
- **17 février** : en Libye, répression sanglante de la « journée de la colère » mobilisant des milliers de manifestants dans les villes de la côte et de l'intérieur.
- **20 février** : manifestations pacifiques au Maroc.
- **Fin février** : les manifestations prennent de l'ampleur en Jordanie.
- **18 février** : début des protestations au Koweït.
- **23 février** : le roi saoudien Abdallah annonce des mesures sociales.
- **25 février** : « journée de la colère » en Irak pour demander la démocratisation.
- **16 mars** : au Bahreïn, début de la répression contre les opposants ; couvre-feu à Manama, la capitale.
- **18 mars** : en Syrie, l'arrestation d'ado-

lescents provoque des manifestations à Derraa ; le président Bachar el-Assad, réprime brutalement l'opposition.

- **19 mars** : début de l'intervention militaire de la coalition (États-Unis, Royaume-Uni, France) en Libye.
- **31 mars** : le gouvernement koweïtien présente sa démission à l'émir Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah.
- **6 avril** : en Algérie, 80% des fonctionnaires sont en grève.
- **15 avril** : le président algérien Bouteflika promet une réforme constitutionnelle.
- **23 avril** : le président yéménite Saleh donne son accord de principe pour un plan de transition proposé par le CCG.
- **24 avril** : nouvelles manifestations au Maroc.
- **30 avril** : au Yémen, Saleh se rétracte...
- **En mai**, la guerre fait rage en Libye ; la répression policière et les mesures anti-chiïtes s'intensifient au Bahreïn ; la répression armée continue en Syrie ; au Yémen, le président s'accroche au pouvoir ; les grèves se poursuivent en Algérie...

Sources : Wikipedia ; LeMonde.fr (Mai 2011)

l'oppression dans les provinces orientales à majorité chiite et dans les provinces occidentales à majorité sunnite.

Le Liban a connu des mouvements revendicatifs d'étudiants, d'ouvriers, de pêcheurs, de planteurs, entre 1968 et 1975 ; un mouvement de protestation sociale dirigé, en 1987, par la CGT libanaise dans tout le pays, divisé et en pleine guerre ; des mouvements revendicatifs syndicaux (le dernier en 2008 après 12 ans de blocage des salaires).

L'Irak, qui n'est pas encore sorti des conséquences des guerres de 1980-1990, du blocus et surtout de l'invasion de 2003, connaît des mouvements sociaux de protestation populaire contre la corruption, qui agitent le pays depuis début 2011. De même au Soudan, en Oman et en Mauritanie. Dans les autres pays comme la Libye, des mouvements de révolte ont été étouffés dans le sang et le silence. Et ce n'est qu'en 2011 que l'on en prend connaissance.

Depuis des décennies, les peuples arabes se sont forgés à la lutte pour la liberté, la dignité et la justice sociale. Nulle part, donc, ces mouvements ne sont des générations spontanées. Ils sont le résultat de l'interaction des trois séries de phénomènes citées plus haut. Et il y a certainement eu un effet domino que l'on a appelé le « tsunami » social et politique arabe.

L'étincelle tunisienne a eu valeur d'exemple. Les moyens de communication audiovisuels et électroniques ont joué un rôle essentiel dans la transmission de l'onde de choc, qui a eu des effets divers au niveau politique.

Dans les pays sans ou avec peu de clivages sociaux verticaux (religieux, linguistiques, tribaux, régionaux) comme la Tunisie et l'Égypte, les changements ont été moins difficiles que dans les pays à clivages sociaux verticaux (Libye, Algérie, Jordanie, Syrie, Yémen, Arabie saoudite, Bahreïn, Liban, Oman, Mauritanie, Soudan, Irak). Dans ces différents pays, le pouvoir appartient à l'un des groupes sociaux verticaux. Ce pouvoir arrive souvent à mobiliser son groupe et tend à s'en servir comme bouclier de protection contre le changement, ce qui rend le changement difficile et complexe.

### A cette onde de choc, comment réagissent les pouvoirs ?

D'abord en qualifiant ces mouvements de subversifs à la solde de l'étranger et en les réprimant violemment. Puis en faisant des concessions économiques : hausse des salaires dans la fonction

publique, offres d'emplois, projets d'investissement, baisse des prix des denrées de première nécessité, logements sociaux.

Dans certains pays, le pouvoir mobilise son groupe social vertical et ses alliés contre le changement. Il provoque des contre-manifestations, des émeutes et des combats. C'est le cas en Libye, où une guerre civile a lieu, avec des interventions militaires de l'extérieur (mercenaires et OTAN<sup>4</sup>). Ou alors, le pouvoir demande l'aide militaire de l'extérieur, comme l'a fait le Bahreïn avec les forces du Conseil de coopération du Golfe (CCG).

Certaines monarchies semi-constitutionnelles, comme le Maroc et la

Jordanie, dont les familles régnantes jouissent d'un prestige traditionnel du fait qu'elles remontent à la famille du Prophète de l'islam, sont arrivées à des compromis avec les mouvements populaires, alternant ouverture, négociations et répression. Elles ont réussi à contenir ces mouvements après des réformes de divers types. C'est ce vers quoi la Syrie semblerait se diriger, quoique avec un régime politique et un positionnement international et régional différents. Deux chefs d'État, Zein El Abidin Ben

**Depuis des décennies,  
les peuples arabes  
se sont forgés à la  
lutte  
pour la liberté,  
la dignité  
et la justice sociale**

Ali en Tunisie et Moubarak en Égypte, ont dû quitter le pouvoir. Ils sont poursuivis en justice dans leurs pays, pour corruption, abus de pouvoir et instructions données aux forces publiques de tirer sur les manifestants.

### Attitudes et rôles des puissances extrarégionales et régionales

Il semble a priori que ces puissances ne s'attendaient pas à cette série de révoltes maintenant. En général, elles ont d'abord observé les événements, se sont contentées de demander aux gouvernements de modérer l'utilisation de la violence contre les populations. Puis, dans les cas tunisien et égyptien, et bien plus tard dans le cas libyen, elles ont demandé une transition en douceur, puis le départ du chef d'État : demande réalisée en Tunisie et en Égypte.

On a découvert, grâce à la presse et à la littérature grise américaine, le rôle d'ONG et d'instituts américains (appuyés par certaines agences des pouvoirs exécutif et législatif des États-Unis) dans l'appui multiforme à des organisations à aspirations démocratiques, promouvant les droits de l'homme et les libertés publiques. Cet appui, manifesté à certains moments du mandat de Georges Bush, était surtout visible en Égypte. Un grand nombre d'observateurs pensent qu'il s'agissait pour les États-Unis de préparer la relève d'alliés, fidèles mais devenus trop impopulaires et encombrants. Ces alliés pouvaient être remplacés par des régimes reposant sur les armées et sur des islamistes réputés modérés, à l'exemple de la Turquie actuelle. Des tendances dans ce sens sont visibles en Tunisie et en Égypte. Quant à la Syrie, les pressions américaines et européennes, semblent y avoir pour but de peser sur la politique

extérieure et de modifier radicalement les alliances régionales du pouvoir en place à Damas.

Dans la péninsule arabique (Yémen et Bahreïn surtout), c'est le CCG, instance régionale sous la houlette saoudienne, qui intervient avec la bénédiction de l'Oncle Sam. Cette intervention est politique au Yémen et militaire au Bahreïn. En Libye, vue la tournure militaire des événements, l'OTAN, les États-Unis, la Turquie, le Qatar, avec la bénédiction de la Ligue arabe, interviennent au plan politique, humanitaire et surtout militaire, contre le pouvoir de Kadhafi. La Russie et la Chine s'opposent comme elles peuvent aux interventions occidentales, qu'elles jugent intempestives.

### L'Égypte réintègre ainsi progressivement le monde arabe

#### Bilan provisoire des acquis et des perspectives

En Tunisie et en Égypte, les changements révolutionnaires avaient pour première priorité d'extirper les restes des anciens régimes accusés d'alimenter la « contre-révolution ».

Cependant des acquis sont d'ores et déjà réalisés :

- chute des anciens dirigeants, saisie d'une partie de leur fortune acquise par la corruption, passation en jugement, surtout en Égypte ;
- changements de gouvernement par touches successives en Tunisie et en Égypte et dissolution des Assemblées législatives ;
- démantèlement des partis politiques dirigeants des deux anciens régimes tunisien et égyptien ;
- démantèlement de « l'appareil de sécurité de l'État » en Égypte ;
- réalisation de changements constitutionnels partiels et provisoires en Égypte et préparatifs pour une Assemblée constituante en Tunisie ;

- élections en perspective en Tunisie et en Égypte.

Au plan de la politique arabe et étrangère, l'Égypte a amorcé une évolution signifiante :

- levée progressive du blocus de la bande de Gaza, en ouvrant le point de passage de Rafah ;
- organisation et promotion de la réconciliation interpalestinienne entre Fatah et Hamas, les deux frères ennemis, et cela malgré les protestations israéliennes ;
- décision de modifier les tarifs de vente du gaz égyptien à Israël (qui sont bien en dessous des prix mondiaux et locaux) et mise en jugement du ministre ayant préparé et mis en œuvre ce contrat de vente de gaz ;
- dégel progressif des relations avec l'Iran, rompues unilatéralement par ce dernier depuis trois décennies, suite aux traités israélo-égyptiens.

L'Égypte réintègre ainsi progressivement le monde arabe. Ce qui constitue un changement stratégique majeur dans ce dernier et au Moyen-Orient. Le ministre des Affaires étrangères égyptien vient d'être élu secrétaire général de la Ligue arabe. Ces acquis dans le domaine interne en Tunisie et en Égypte, et dans le domaine des relations externes en Égypte, ne peuvent être maintenus, protégés et surtout développés, que s'ils reposent sur des régimes éclairés de démocratie politique et sociale œuvrant dans l'intérêt des citoyens et contribuant aux progrès politiques, économiques, sociaux et culturels. De pareils régimes ne sont concevables que si s'organise, dans chacun des deux pays, un front politique regroupant des forces politiques et sociales munies d'un programme de réformes politiques et économiques démocratiques radicales. Les luttes seront donc longues, difficiles et complexes.

**Boutros Labaki**

<sup>1</sup> Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

<sup>2</sup> Le consensus de Washington est un corpus de mesures standard appliquées aux économies en difficulté face à leur dette par les institutions financières internationales siégeant

à Washington (Banque mondiale et Fonds monétaire international) soutenues par le Département du Trésor américain.

<sup>2</sup> Fonds monétaire international (FMI).

<sup>3</sup> Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

**Développement et civilisations**, publication éditée par l'association Développement et Civilisations - Lebrete-Irfed  
49, rue de la Glacière – 75013 PARIS – 33(0)1.47.07.10.07 – [contact@lebrete-irfed.org](mailto:contact@lebrete-irfed.org)

**Développement et civilisations** est le nouveau titre de **Foi et développement** publié, depuis 1972, par le Centre Lebrete devenu Développement et Civilisations - Lebrete-Irfed. Il reprend le titre de la publication éditée par l'Irfed de 1960 à 1973 **Développement et civilisations**. L'association Développement et Civilisations - Lebrete-Irfed est animée par un réseau d'acteurs de développement solidaire. Avec eux, elle conduit un travail de recherche et de formation. Son budget est assuré par des cotisations, dons, subventions et prestations de service. **Bureau de l'association** : Yves Berthelot (président) – Jean-François Giovannini (vice-président) – Boutros Labaki (vp. Moyen-Orient et monde arabe) – L.A. Samy (vp. Asie) – Jorge Balbis (vp. Amérique latine) – Yves Glorieux (trésorier-administrateur) – Isabelle Duquesne (directrice). **Directeur de la publication** : Yves Berthelot. **Conseil de rédaction** : Yves Berthelot, Karine Besses, Pierre Chalvidan, Roland Colin, Jacqueline Heinrich, Lucien Heitz, Darwis Khudori, Serge Lafitte, Pierre Vilain, Hassan Zaoual. **Secrétariat** : Sally Rousset, Morgane Retière [publications@lebrete-irfed.org](http://publications@lebrete-irfed.org)

**La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de Développement et civilisations. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.**

**Abonnement annuel tous pays (10 n°/an)** : 38 € - 60 CHF - Le numéro : 4 € - 7 CHF - chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Lebrete-Irfed  
Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)  
ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 – Imprimerie IGC Communigraphie – St Étienne – 04 77 92 04 80 Imprimé sur papier recyclé